RÉSULTATS DU BACCALAURÉAT 2009

Un plan anti-fuites

A près d'un mois du baccalauréat 2009, les candidats entament la dernière ligne droite avant le jour J. Le 7 juin prochain, 444 514 candidats passeront l'examen qui sanctionne 12 années d'études et ouvre les portes de l'université pour les lauréats. Concernant cette session, des mesures drastiques d'examination, de surveillance et de proclamation des résultats ont été annoncées par le ministre de l'Education nationale.

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Ils seront 444 514 entre garçons et filles scolarisés à passer le baccalauréat pour cette session 2009 et si les candidats planchent sur la finalisation du programme et sur les dernières révisions, au niveau du ministère de l'Education nationale, les dernières retouches sont faites avant le jour de l'examen national qui exige des préparatifs particulièrement intenses et minutieux.

Le ministre de l'Education avait annoncé, lors d'une rencontre avec la presse consacrée à l'examen du baccalauréat, qu'une réunion, qui se tiendra le 20 mai prochain, permettra de faire le point sur l'état d'avancement des programmes pour qu'il en soit tenu compte dans l'élaboration des sujets de l'examen.

Les candidats et ceux qui sont concernés par l'examen devront toutefois s'attendre à des mesures exceptionnelles qui concernent un plan anti-fuites des résultats, le durcissement des conditions de surveillance et d'examination. Ces nouvelles dispositions répondent, selon le ministre de l'Education, M. Boubekeur Benbouzid , à une volonté de rassurer les élèves pour qu'ils soient dans une totale sérénité.

Aucun chef de centre d'examen n'est désigné dans sa wilaya, aucun adjoint au chef de centre d'examen n'est désigné dans le centre où il exerce, la création d'un centre national unique pour le regroupement et la proclamation des résultats sont les nouveautés du baccalauréat 2009.

Pour ce qui est du déroulement des épreuves, celles-ci s'étaleront sur 5 jours. L'examen débutera le 7 juin prochain et se terminera le 11 juin.

Des conditions drastiques d'examination et de surveillance

Par ailleurs, dans chaque wilaya, sera constituée une commission d'observateurs qui sera composée de trois membres et sera chargée de désigner trois observateurs dans chaque centre d'examen.

La tutelle a, par ailleurs, décidé de maintenir 10 observateurs remplaçants dans chaque wilaya, le nombre de l'ensemble des observateurs étant de 5 580 sur le territoire national.

Avec la décision de la tutelle de renforcer la surveillance lors de l'examen, durant toute la durée des épreuves, 3 surveillants sont désignés dans chaque salle, dont deux enseignants du cycle secondaire et un du cycle moyen.

Ceci alors que l'enseignant dont le sujet d'examen est en rapport avec la matière qu'il enseigne et dont un proche passe l'examen dans le même centre ne sera pas habilité à surveiller.

De ce fait, le nombre de surveillants pour la session 2009 est de 85 215. Ces mesures seront encore plus sévères pour les centres accueillant les candidats libres.

Les conditions d'examination sont aussi renforcées pour ce qui est des copies, puisque des centres spéciaux seront désignés pour fusionner et coder en anonymat les copies d'examen des candidats.

Le nombre de ces centres est de 9 et leur rôle s'achèvera après l'envoi des copies aux centres de correction. Pour ce qui est de la correction, tâche somme toute sensible, 40 centres seront créés sur le territoire national et débuteront leur travail le 21 juin, quant au nombre des correcteurs il est de 23 000.

Alors que les résultats seront proclamés le 10 juillet, pour éviter les fuites, et pour la première fois, un centre unique à l'échelle nationale sera chargé de proclamer les résultats et de tirer toutes les attestions provisoires et diplômes ainsi que les différentes statistiques.

Par ailleurs, un communiqué a été rendu public le 18 janvier dernier annonçant que les dispositions du baccalauréat 2008 seront reconduites pour l'édition 2009. Il s'agit notamment de la possibilité pour les candidats de choisir entre deux sujets dans chaque matière et filière.

Les postulants à l'université disposeront aussi d'une demi-heure supplémentaire, et ce, en sus du temps réglementaire imparti à chaque épreuve. Aussi, lors de rencontres tenues au cours des derniers mois, le premier responsable du secteur de l'éducation a particulièrement insisté sur la nécessité d'achever les programmes.

Le ministre avait aussi assuré que les élèves ne seront examinés que sur les cours qui ont été effectivement dispensés, et ce, dans toutes les wilayas du pays. Pour ces dernières semaines qui nous séparent des épreuves du bac, il sera procédé à l'homogénéisation dans la finalisation des programmes, de sorte à ce que tous les établissements soient au même niveau le jour J. Ceci, alors qu'un suivi régulier est effectué pour la préparation des épreuves du bac, concernant les aspects liés aussi bien à la pédagogie qu'à la mise à contribution de moyens tant internes qu'externes au secteur.

En outre, l'année passée, les épreuves du bac étaient celles du programme de la réforme et ont déjà été caractérisées par une réduction progressive de certaines filières.

Enfin, une enveloppe de 206 milliards de centimes est consacrée au bac alors que le plus gros du budget est réservé aux indemnisations. Pour le ministre de l'Education, cette session du bac concerne une cuvée spéciale, celle de la dernière promotion de la 9e année fondamentale. Pour rappel, l'année écoulée, le taux de réussite à l'examen du bac avoisinait les 53%

F.-Z. B.

ÉDUCATION ET FORMATION PROFESSIONNELLE

Journées portes ouvertes jusqu'au 30 avril

Les journées portes ouvertes sur l'orientation scolaire et professionnelle ont été ouvertes officiellement hier par le secrétaire général du ministère de l'Education nationale à l'Office Riadh El Feth, à Alger.

Jusqu'au 30 du mois en cours, une trentaine d'exposants issus de plusieurs secteurs, dont l'éducation nationale, la formation professionnelle, l'enseignement supérieur mais aussi, la police, la gendarmerie et la Protection civile, présenteront les débouchées susceptibles d'intéresser les élèves en fin de cursus scolaire obligatoire jusqu'à 16 ans, soit après la quatrième année moyenne, selon le nouveau programme scolaire.

«L'Etat algérien dispose de moyens importants pour offrir aux élèves une palette de formations et de spécialités et ce, quel que soit leur niveau», a estimé Boubakeur Khaldi, secrétaire général au département de Benbouzid.

La réforme du système éducatif, les cursus scolaires, les méthodes d'enseignement, l'orientation, le système LMD, ainsi que l'enseignement professionnel à distance sont, entre autres, les sujets pour lesquels sont dédiés les différents stands.

Aussi, cinq conférences sont au programme de cette manifestation. Elles auront lieu l'après-midi à la salle Frantz-Fanon de l'OREF.

Lotfi M.

LE SNPSP ORGANISE SON CONGRÈS LES 12, 13 ET 14 MAI

Vers un plan d'action radical

«Les praticiens de la Santé publique sont prêts à sacrifier plusieurs mois de salaire pour contester sans relâche la classification qui leur a été attribuée dans le statut général de la Fonction publique», a averti hier le Dr Bensbaïni, président du Syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), lors d'une conférence de presse.

Rosa Mansouri - Alger (Le Soir) - Ayant gelé sa grève quelques jours avant l'élection présidentielle du 9 avril, le SNPSP maintient cette position, du moins jusqu'à la tenue de son congrès, prévu les 12, 13 et 14 mai prochain, à Tipasa.

Un rendez-vous important pour cette formation syndicale qui fera le bilan de ses activités et surtout se penchera sur sa plateforme de revendications qui a besoin d'être révisée et affinée. De légers changements seront, par ailleurs, apportés au statut particulier et au règlement intérieur.

Revenant au bras de fer qui oppose le SNPSP au ministère de la Santé, le conférencier affirme que «le fossé est profond» et que les choses vont en s'aggravant avec l'actuel ministre qui ferme les portes du dialogue avec le SNPSP».

«La Justice nous a condamné sans nous écouter. Nous demandons aujourd'hui au ministre, garde des Sceaux d'enquêter, à son tour, sur ces juges qui rendent des verdicts sans justice. Car il n'y a justice que si toutes les parties sont traitées à égalité», dira-t-il, soulevant, par la même occasion, les nombreux dépassements commis par l'administration sanitaire à l'encontre des praticiens grévistes tout au long des 28 jours qu'a duré la grève.

«Nous saluons la commission santé de l'APN, la seule à nous avoir écoutés et tenté de faire la médiation entre nous et la tutelle, mais sans résultat», ajoutera le conférencier, qui profite de cette opportunité pour lancer un message au président de la République, l'invitant à se pencher sur la situation socioprofessionnelle des praticiens de la santé publique.

«M. Bouteflika a promis d'améliorer les conditions de vie des citoyens, et les médecins font partie de cette société. Nous lui demandons donc d'honorer ses promesses», dit-il. Notre interlocuteur se dit, toutefois, pessimiste quant à l'aboutissement des revendications du SNPSP, en partant du fait que même les propositions qui ont été élaborées et paraphées conjointement avec le ministère de la Santé portant sur l'avant-projet du statut particulier des praticiens ont été rejetées par les services du Premier ministère. «Nous avons eu des échos très défavorables sur le statut particulier. Nous aurons du fil à retorde lors du prochain congrès. Nous allons étudier toutes les éventualités et allons réagir en conséquence», a-t-il souligné. `

Le SNPSP a effectivement averti, lors de ses précédentes déclarations, qu'il n'acceptera aucune modification du statut particulier sur l'avant-projet qui a été paraphé avec le ministère. Plus explicite, le conférencier dira à l'issue de ce rendez-vous que les actions à venir seront encore plus radicales, notamment si d'ici cette date les pouvoirs publics ne font par preuve de bonne volonté pour répondre à nos revendications.

R. M.

GRÈVE DES PROFESSEURS EN MÉDECINE

L'UNEA exige une solution extraordinaire

La grève des professeurs, docents et maîtres-assistants a repris hier, toujours avec le maintien du gel des examens, qui, lui, n'a pas été levé.

Face à cette situation, l'Union nationale des étudiants algériens (UNEA) a interpellé, hier, le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique pour trouver une solution à ce blocage qui perdure. «Nous sommes vraiment désespérés et préoccupés quant à notre année universitaire», nous a déclaré, hier, le président du bureau d'Alger de l'UNEA, M. Dahmane Moufid. Tout en réitérant le soutien des étudiants aux revendications exprimées par les enseignants, il n'en demeure pas moins que les étudiants sont extrêmement perturbés par cette situation et par le fait que les trois EMD se dérouleront de manière très rapprochée.

«Nous avons perdu beaucoup de temps. Nous ne savons pas si nous sommes capables de subir entre 60 à 75 examens en deux mois seulement et, là encore, si la grève est levée», signalera notre interlocuteur.

Le représentant de l'UNEA dit ne pas comprendre l'attitude de l'administration, qui, dans un premier temps, les a rassurés sur la tenue des examens le 2 mai prochain et qu'au jour d'aujourd'hui, aucun affichage n'a été effectué au niveau des facultés de médecine pour confirmer cette date.

R. M.